

*HAWG est un groupe de travail qui réunit des organisations de solidarité internationale, des organisations religieuses, et des mouvements de lutte pour les droits de l'homme et la justice sociale, tous mobilisés sur les questions politiques entre les Etats-Unis et Haïti.*

## **La Violence Sexuelle en Haïti**

Deux ans après le séisme du 10 janvier 2010, des centaines de milliers de femmes et de jeunes filles vivent dans des conditions précaires dans des camps de déplacés internes (CDI), sans logement salubre et adapté, dans l'insécurité, sans électricité et sans accès aux services de santé. En dehors de ces camps, un nombre encore plus important de femmes et de jeunes filles se retrouvent tout aussi vulnérables. S'il est vrai que même en des « temps meilleurs », les femmes et fillettes haïtiennes souffraient déjà d'un taux élevé de violences sexuelles, il est certain qu'au cours de ces 25 dernières années ces violences ont augmenté pendant les périodes d'instabilité et de désastres naturels. Deux ans après le séisme, les nombreuses femmes et jeunes filles vivant dans les CDI et autres communautés pauvres d'Haïti sont exposées à un risque accru de violences sexuelles.

En plus des nombreux défis, le Gouvernement d'Haïti a démontré son engagement contre les violences sexuelles. Le ministère à la Condition féminine et aux Droits des femmes (MCFDF), le parlement et les autres services gouvernementaux mettent activement en place des réformes politiques et législatives. La volonté d'avancer du Gouvernement haïtien doit être soutenu par les Etats-Unis, qui doivent renouveler leur engagement en faveur des femmes et des enfants haïtiens en appuyant les initiatives du Gouvernement haïtien pour améliorer les stratégies de protection.

Le HAWG recommande aux élus de la Chambre des Représentants de soutenir la résolution du Congrès sur les violences sexuelles à Haïti, qui sera introduite le 23 janvier 2012 par la représentante Federica Wilson. Cette résolution encourage les Etats Unis à travailler en partenariat avec le Gouvernement haïtien pour prendre en compte les violences sexuelles. Plus particulièrement, la résolution porte sur les points suivants :

- Inciter le Gouvernement américain à mettre le problème des violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants comme une priorité dans ses efforts de reconstruction et d'aide humanitaire à Haïti ;
- Soutenir la mise en œuvre de la première législation haïtienne globale en matière de prévention, de criminalisation et d'élimination de toute forme de violences sexuelles (GBV) ;
- Appeler le Gouvernement haïtien à prendre des mesures en faveur des enfants vulnérables et sans protection ;
- Appeler le Gouvernement haïtien à prendre des mesures pour mettre en œuvre les recommandations de la Commission interaméricaine des droits de l'homme formulées en réponse aux violences sexuelles accrues dans les camps de déplacés internes (CDI) ; et

- Renforcer l'engagement du Gouvernement américain auprès du Gouvernement haïtien, dont le Ministère à la Condition féminine, et ce particulièrement dans ses efforts pour évaluer, amender et renouveler son programme sur cinq ans contre les violences sexuelles.

---

**Pour plus d'informations, contactez les membres suivants :**

Elise Young, ActionAid USA, [elise.young@actionaid.org](mailto:elise.young@actionaid.org)

Jasmine Huggins, Church World Service, [jhugginscws@gmail.com](mailto:jhugginscws@gmail.com)

Meena Jagannath, Institute for Justice and Democracy in Haiti, [meena@ijdh.org](mailto:meena@ijdh.org)